

Réalité climatique Canada et Sierra Club Québec donnent aux citoyens un levier pour faire bouger leurs municipalités sur les questions climatiques



Montréal, le 7 septembre 2017 — Les villes doivent assumer la direction de la lutte contre les changements climatiques, préconise le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) au terme de son assemblée plénière, qui s'est déroulée à Montréal aujourd'hui.

Mandatée par les Nations Unies pour examiner les connaissances scientifiques sur notre écosystème planétaire ainsi que les stratégies pour en contrer l'effondrement, l'agence entend placer les villes au premier rang des acteurs de changement dans son sixième rapport d'évaluation, dont la publication est attendue en 2022.

C'est dans ce contexte que deux influentes organisations environnementales mettent leurs efforts en commun pour dynamiser l'élan municipal en faveur de politiques climatiques au pays. Le partenariat entre Projet de la réalité climatique Canada et Sierra Club Québec vise la création, d'ici la fin de l'année, de 20 *Carrefours climatiques communautaires* dans l'objectif d'aider les villes à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

« Les villes sont des foyers de changement, et elles doivent être outillées de façon à pouvoir exercer ce rôle », affirme la directrice nationale de Réalité climatique Canada, Audrey Dépault.

Les Carrefours climatiques aident les municipalités à diminuer leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles en ralliant autour d'elles une diversité d'appuis qui les autorise à passer à l'action : inventorier leurs rejets atmosphériques, se donner des cibles de réduction ambitieuses et mettre en œuvre des plans efficaces. Déjà, certains de ces Carrefours ont pris forme dans six villes canadiennes : Montréal, Vaudreuil-Dorion, Vancouver, Calgary, Saskatoon et Toronto; et 14 autres suivront dès cet automne.

« Il ne s'agit pas d'un impératif strictement environnemental, affirme l'une des instigatrices des Carrefours climatiques, Shaen Johnston. Nous, qui appartenons à l'hémisphère Nord, nous devons donner l'exemple pour aider les villes des économies émergentes à esquiver les écueils de la pollution atmosphérique, de l'étalement urbain et de la destruction des espaces verts », poursuit celle qui est aussi cofondatrice de la Coalition Climat Montréal.

Saint-Laurent règle ses comptes avec le carbone

À cet égard, Saint-Laurent fait figure de pionnière. Le mois dernier, cet arrondissement de Montréal a été le premier au pays à adopter un plan de réduction des gaz à effet de serre, plan auquel elle a adjoint les volets suivants : déplacements, développement durable, développement culturel et social.

Le maire de Saint-Laurent, Alan DeSousa, reconnaît l'importance de l'engagement citoyen pour les décideurs municipaux : « Le soutien social et culturel est essentiel, et c'est la raison pour laquelle nous avons élaboré des plans d'action pour chacun de ces aspects. Lorsque différents groupes de citoyens et d'organisations unissent leurs voix, leur appui prend une telle ampleur qu'il favorise l'adoption de politiques ambitieuses. À Saint-Laurent, nous sommes fiers d'être en voie de réduire, d'ici 2020, nos émissions de 24 % par rapport aux niveaux de 2009, ce qui nous rapprochera de l'objectif à long terme de 80 % sous les niveaux de 1990, que nous ciblons pour 2050. »

Au nombre des récentes annonces de financement, le gouvernement fédéral alloue une somme de 75 millions de dollars sur cinq ans au programme Municipalités pour l'innovation climatique. L'Ontario y va d'un engagement de 100 millions de dollars sur un an pour financer les efforts locaux d'atténuation des émissions.

« C'est encourageant de voir que les gouvernements fédéral et provinciaux commencent à intégrer ce que le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (l'ICLEI) et la Fédération canadienne des municipalités défendent depuis des années. Maintenant que certains des obstacles financiers sont levés, les Carrefours climatiques s'attellent à générer le soutien public nécessaire à la mise en œuvre de solutions et au dépassement des cibles de réduction », indique Audrey Dépault.

Le titulaire de la Chaire de recherche en climatologie de l'Université Concordia Damon Matthews espère que les villes iront plus loin encore, en adoptant des budgets de carbone. Son travail sur le terrain lui fait déjà entrevoir les solutions avancées par certains Carrefours climatiques : « Les budgets de carbone constituent de puissants outils qui, une fois adoptés, créent un cadre indispensable pour la gestion des émissions cumulatives et qui poussent les municipalités à respecter leurs cibles de réduction. » Damon Matthews assure aussi la liaison scientifique entre l'Université Concordia et la plateforme de recherche Future Earth, une initiative internationale qui coordonne des milliers de recherches sur la développement durable et qui en diffuse les résultats au grand public.

« Nous sommes tous concernés par les changements climatiques et, à l'instar des activités de recherche, les efforts des citoyens manquent de coordination », conclut le directeur de Sierra Club Québec, Bradford Dean. « L'initiative des *Carrefours climatiques communautaires* va propulser de simples citoyens à la direction des affaires climatiques au sein de leurs municipalités. Ce sont leurs voix et leurs actions qui nous permettront de surmonter l'insurmontable. »

Information :

Audrey Dépault adepault@climatereality.ca +1 514-871-8845

Bradford Dean quebec@sierraclub.ca +1 514-569-8004

www.ClimateHub.ca